

## ANNEXE 3

**MODÈLE DE CONVENTION DE RUPTURE CONVENTIONNELLE APPLICABLE AUX OUVRIERS D'ÉTAT PRÉVU À L'ARTICLE 17 DU DÉCRET N° 2019-1593 DU 31 DÉCEMBRE 2019 RELATIF À LA PROCÉDURE DE RUPTURE CONVENTIONNELLE DANS LA FONCTION PUBLIQUE****1. Une convention de rupture conventionnelle est conclue entre les deux parties ci-après désignées :**D'une part, l'administration dont relève l'agent :

Entité administrative d'affectation :

Direction ou service :

Adresse postale :

Représentée par (*nom et prénom*) (ci-après « l'administration ») :

Fonction :

D'autre part, l'agent :

Nom et prénom :

Date de naissance :

Lieu de naissance

Adresse postale :

Téléphone :

Adresse email :

Fonction :

Date de prise de fonction de l'agent sur le poste :Ancienneté de l'agent dans la fonction publique à la date envisagée de la rupture de l'acte d'engagement  
(*chiffres en toutes lettres*) : [.....] ans et [.....] mois.**2. Préalablement à la signature de la convention de rupture, les parties se sont accordées, au cours d'un/plusieurs entretien(s), sur le principe d'une rupture de l'acte d'engagement de l'agent :**Date de l'accusé réception par l'une partie de la demande de rupture conventionnelle de l'autre partie (*au format jj/mm/aaaa*) :Date de l'entretien (\*) (*au format jj/mm/aaaa*) :Agent assisté d'un conseiller désigné par une organisation représentative (*raier la mention inutile*) : OUI / NONSi OUI par (*nom, prénom et organisation syndicale représentative dont relève le conseiller*) :

Entretiens supplémentaires facultatifs (*pour chaque entretien supplémentaire, indiquer la date au format jj/mm/aaaa, la présence d'un conseiller pour assister l'agent, ses nom et prénom, ainsi que l'organisation syndicale représentative l'ayant désigné*) :

**3. Les parties conviennent d'un commun accord des conditions de la rupture de l'acte d'engagement de l'agent :**

Montant de l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle (somme en toutes lettres) :

*Les modalités de calcul des montants minimal et maximal de l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle sont précisées dans le décret n° 2019-1596 du 31 décembre 2019 relatif à l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle dans la fonction publique et portant diverses dispositions relatives aux dispositifs indemnitaires d'accompagnement des agents dans leurs transitions professionnelles.*

Solde, avant la date envisagée de la rupture de l'acte d'engagement de l'agent, des congés annuels, des jours d'aménagement et de réduction du temps de travail, des jours épargnés sur un compte épargne temps et des jours de repos compensateur au titre des heures supplémentaires, astreintes et interventions au cours de celles-ci, dans les conditions définies par les décrets et instructions ministériels régissant l'agent.

Date envisagée de la rupture de l'acte d'engagement de l'agent (\*) (au format jj/mm/aaaa) :

Observations éventuelles de l'agent :

Observations éventuelles de l'administration :

En signant la présente convention, l'agent déclare être informé des conséquences de la rupture de son acte d'engagement, notamment l'obligation de remboursement prévue à l'article 20 du décret n° 2019-1593 du 31 décembre 2019 relatif à la procédure de rupture conventionnelle dans la fonction publique, le respect des obligations déontologiques qui lui incombent et du bénéfice de l'assurance chômage.

L'agent déclare également être informé que l'une ou l'autre des parties dispose d'un droit de rétractation, qui s'exerce dans un délai de quinze jours francs et commence à courir un jour franc après la date de la signature de la convention de rupture conventionnelle, sous la forme d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en main propre contre signature.

Eu égard à la date de signature de la présente convention, le délai de rétractation prend fin le (au format jj/mm/aaaa) (\*) :

Date et signature précédée de la mention « Lu et approuvé » par chaque partie :

L'agent :

L'administration :

---

(\*) Rappels concernant les délais applicables aux procédures de rupture conventionnelle :

- l’entretien se tient au moins dix jours francs et au plus un mois après réception de la lettre recommandée avec demande d’avis de réception ou remise en main propre contre signature de la demande de rupture conventionnelle ;
- la signature de la convention a lieu au moins quinze jours francs après le dernier entretien ;
- la période de rétractation, d’une durée de quinze jours francs, débute un jour franc après la date de la signature de la présente convention ;
- la rupture de l’acte d’engagement de l’agent intervient, au plus tôt, un jour après la fin du délai de rétractation.